

l'Uqam



«Et la musique dormira seule»

Des paroles de Paul-Marie Lapointe portées par une musique de Neil Chotem, dans une mise en scène de Françoise Riopelle, professeur au module d'art dramatique, cela tient de l'inhabituel. Cela pose du même coup énormément d'exigences aux participants, qu'ils soient sur scène ou confortablement installés dans leur siège de spectateurs.

«La difficulté de ce type de spectacle pour les étudiants, commente Françoise Riopelle, c'est d'entrer dans l'abstraction.

Il faut réciter sans déclamer. Rendre une ambiance sans pouvoir se raccrocher à un personnage, un costume, une montée dramatique.»

Cela semble toutefois correspondre aux intérêts de certains étudiants et au désir de Mme Riopelle d'unifier dans le rythme, poésie, mouvement et musique. Le choix des poèmes de Paul-Marie Lapointe s'est imposé au metteur en scène-chorégraphe à cause du type d'images qui réfèrent directement au mouvement symbolique, à cause aussi de la liberté d'interprétation qu'elles permettent.

Les images sonores ne sont pas moins élément essentiel du spectacle. M. Chotem a ressenti un rythme instinctif, une cadence spécifique à la lecture de Lapointe. Et c'est en étroite collaboration avec Françoise Riopelle qu'il créa pour «Et la musique dormira seule» des bandes originales.

Plusieurs étudiants ont assisté Mme Riopelle dans sa tâche: à la mise en scène, à la chorégraphie, à la mise en situation des chœurs, à l'éclairage, etc.

Cette trilogie rythmique sera présentée les 7, 8, 9 et 10 décembre à 19h et 21h en la salle de spectacle du module, 353 est, rue Sainte-Catherine. D.N.

Bref

Me Lise Langlois, secrétaire-général de l'UQAM, a été nommée présidente générale de l'Association des secrétaires généraux d'établissements universitaires, qui regroupe tous les administrateurs de cette fonction dans les universités francophones du Canada.

Par suite d'un colloque tenu à Toulouse l'été dernier, on entrevoit la mise sur pied d'un organisme international qui réunirait les secrétaires généraux des universités françaises, ainsi que belges et suisses de langue française, et le cas échéant, la tenue d'un congrès à Montréal.



Mireille Lafortune

«Premier retour de Chine» — PAGE 4

Inscriptions - session d'hiver

28, 29, 30 novembre et 1er décembre.

Inscription familles des sciences, des sciences administratives et économiques, des sciences humaines, des lettres, ainsi qu'aux 2e et 3e cycles.

5, 6, 7, 8 décembre

Inscription familles de formation des maîtres, des arts, ainsi qu'à la maîtrise en éducation.

12, 13 décembre

Inscription au programme d'enseignement au préscolaire et à l'élémentaire hors campus, au programme d'enseignement au préscolaire et à l'élémentaire, au programme de certificat en administration.

23 décembre

Fin de la session d'automne.

9 janvier 1978

Début de la session et des cours d'hiver 78. Remise des résultats de la session d'automne.

9 au 13 janvier 1978

Inscriptions tardives aux 1er, 2e et 3e cycles. Des frais supplémentaires de \$10 sont réclamés pour les inscriptions tardives.

Doctorat en science politique, troisième version

Le programme de doctorat en science politique vient d'être entériné par la commission des études de l'UQAM et le conseil des études de l'U.Q. Reste à franchir le cap du Conseil des universités. Or, à deux reprises déjà, en 1971 et 1975, celui-ci s'est opposé aux versions antérieures de ce projet. Pourquoi?

M. André Bernard, professeur

au département de science politique, a hérité cette fois de la délicate mission de reformuler ce programme. Il explique: pour justifier son refus, cet organisme a d'abord évoqué le caractère trop spécialisé du projet — qui se limitait au Québec — ainsi que le jeune âge du département (deux ans). Il invitait celui-ci à agir en collaboration avec les autres départements de science politique du Québec. Ce qui fut fait, en 1973; des propositions furent soumises aux Universités Laval, McGill et Montréal, bien accueillies, mais sans succès. Quant à la version de 1975, riche de cinq options, elle fut jugée au contraire trop ambitieuse, insuffisamment spécialisée, peu originale par rapport aux autres programmes en place.

En décembre ou janvier, le comité conjoint du Conseil des universités devra à nouveau se prononcer sur ce projet, refondu et désormais spécialisé dans deux domaines: les «area studies», concentrées sur les problèmes politiques d'une région particulière dans le monde: Europe, URSS, Caraïbes, et certains pays d'Afrique et d'Amérique du sud. «Le département dispose d'une équipe de spécialistes unique au Québec pour dispenser cette formation; quant aux diplômés, ils n'auront pas de problèmes de débouchés; les affaires extérieures, intergouvernementales, les Nations-Unies ont besoin de personnel possédant une solide base d'analyse politique, des connaissances internationales,

mais également, plus marquées pour une ou deux régions du globe.» L'autre champ de spécialisation touche divers aspects de la politique au Québec et au Canada.

D'après André Bernard, divers indices révèlent d'une façon indiscutable les besoins dans ce domaine au Québec. «Il est impossible à l'heure actuelle, de recruter un docteur en science politique qui soit Québécois.» La composition des départements qui enseignent cette discipline dans les universités québécoises est éloquent à cet égard. A l'UQAM, par exemple, sur un total de vingt-trois professeurs, dix-huit sont diplômés du 3e cycle; sur ce, deux seulement ont fait leurs études au Québec; sept Québécois sont diplômés de l'extérieur, et neuf ne sont ni Québécois.

[suite en page 2]

Comité d'enquête sur les cafétérias

Suite à une tournée de comparaison effectuée dans les cafétérias d'autres institutions par MM. André Boulet, directeur des immeubles et équipements, Marcel St-Arnaud, responsable du service de sécurité et quatre délégués de l'AGEUQAM, le conseil d'administration de l'Université a décidé de créer un comité d'enquête chargé d'étudier tous les aspects du problème des cafétérias.

Ce comité sera composé de professeurs, d'étudiants, d'employés de soutien et de représentants de l'administration. M. Jean Ménard, qui cumule les postes de vice-recteur exécutif et de vice-recteur intérimaire à l'administration et aux finances, verra à sa mise sur pied. Le C.A. a pris cette décision le mardi 22 novembre, après avoir entendu le rapport de «mission» présenté par M. Boulet.

Trois cafétérias ont été visitées: celles de l'Université de Montréal, du cégep de Rosemont et du cégep de Maisonneuve. Les porte-paroles étudiants affirment

que dans deux cas sur trois, les prix affichés étaient nettement inférieurs à ceux de l'UQAM. Au cégep de Maisonneuve, notamment, où il est possible de prendre un repas complet pour \$1.15.

M. Boulet, pour sa part, estime qu'il faut étudier la fonctionnement du service dans son ensemble pour que cette comparaison soit valable: «Il n'y a à cet endroit qu'une seule cafétéria et non quatre, ce qui implique d'énormes économies d'équipement, de temps, de personnel; de plus, le concessionnaire responsable a également la gestion des machines distributrices, rémunératrices, ce qui n'est pas le cas à l'UQAM.» Il ajoute qu'il faut comparer des choses semblables et qu'à l'Université de Montréal, par contre, les prix en vigueur sont sensiblement les mêmes qu'ici.

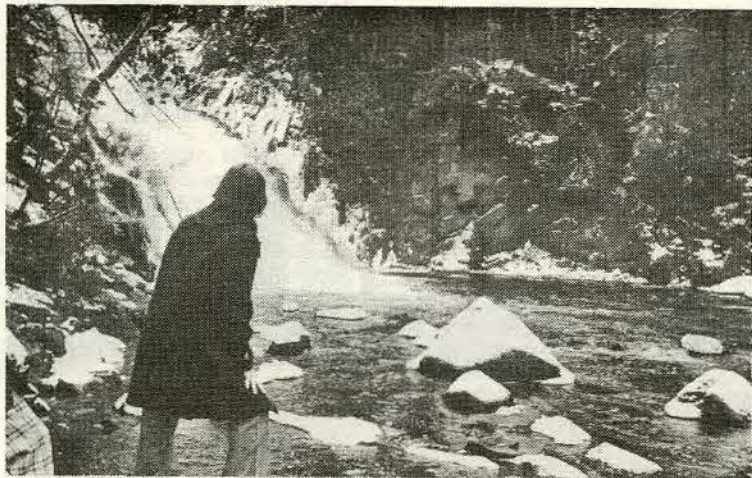
Cette tournée des cafétérias a eu lieu après un «pique-nique» organisé par l'AGEUQAM dans

les locaux du rectorat, auquel ont participé une centaine d'étudiants. A cette occasion, l'exécutif de l'association étudiante a signifié à M. Claude Pichette, recteur, son refus de se joindre à un comité de gestion de la hausse des prix à la cafétéria, proposition avancée par M. Guy Boulet il y a environ un mois. Les porte-parole étudiants ont de nouveau exigé le retrait de l'augmentation des tarifs, dénoncé la politique gouvernementale qui préconise l'autofinancement des services auxiliaires, et invité la direction de l'UQAM à faire des pressions auprès du ministère de l'Éducation pour que ces services soient plutôt subventionnés par l'État.

Les étudiants tiendront une nouvelle assemblée générale le mardi 29 novembre, à midi, dans l'enceinte du Gesù. A l'ordre du jour: la hausse des prix à la cafétéria, la commission des études, les problèmes modulaire, la garderie... C.G.

La Noël aux PUQ

A l'occasion des «Fêtes de Noël», Les Presses de l'Université du Québec offrent aux membres du personnel enseignant et non-enseignant de l'UQ des remises substantielles sur une quinzaine de publications récentes. Parmi la liste d'ouvrages qu'on peut se procurer à prix réduits, on compte quelques auteurs de l'UQAM: Gilles Thérien, Anne Légaré, André Bernard, etc. Cette offre est valable jusqu'au 20 décembre. Les PUQ sont au 3465 de la rue Durocher. Téléphone: 282-4954.



Sûrement le joyau du Centre de plein air de l'UQAM, les majestueuses chutes de la rivière Archambault, dont on aperçoit une partie, tombent de 40 pieds dans une cuvette naturelle qui forme un bassin de natation idéal.



Précédés par M. Pierre Lassonde, du service des sports, MM. Laurant Jannard, directeur des SAE, et Antonin Boisvert, vice-recteur aux communications, s'acheminent vers le gîte construit en beau bois de pruche par les volontaires, gars et filles de la collectivité UQAM. Honneur au café chaud!

Au Centre de plein air de l'UQAM

«Paraît qu'on a pris une truite de huit livres au ras la chute.» Entre les branches, dans la file indienne, la voix de Raymond Lamarche, directeur des sports à l'UQAM.

Le site de plein air de l'Université, ce n'est pas au bout du monde, c'est accessible à tous et c'est beau. Direction Parc du Mont-Tremblant ou de la Montagne Tremblante, comme on voudra, via Saint-Faustin. Des sous-bois moussus, des branchages givrés, un ruisseau qu'on passe en sautant sur les pierres, et le fracas des chutes toutes proches; on entreprend à pied le sentier longeant la petite rivière Archambault en aval des cascades. En haut, le gîte construit de corvée par les volontaires de l'UQAM. En surplomb de l'Archambault qui fait coude à cet endroit, un déboisé est aménagé pour le bivouac. A flanc de collines en descente sur l'Archambault, 87 acres de bouleaux, de sapins, d'épinettes, de pins, de hêtres, de mélèzes, d'érables, de pruches. Une forêt d'un mille sur 700 pieds, coiffée de brumasse de

novembre et chaussée de feuilles mortes.

A propos, le service des sports de l'UQAM organise du 26 au 31 décembre une semaine de vacances au Centre de plein air: de la raquette, de ski de randonnée, une initiation au camping d'hiver. On s'inscrit le plus tôt possible, le nombre de places étant limité par la capacité du chalet (14 personnes). Logement, transport, nourriture, équipement et moniteurs, tout est compris pour \$35. Du 2 au 7 janvier, même chose! Et à partir du 14 janvier, excursion d'une journée toutes les fins de semaine pour 80 personnes, de 8h à la brunante, transport, équipement et moniteurs (2) compris. On trouve un casse-croûte dans le voisinage.

Allant quérir à la rivière une casserole d'eau pure pour le café, Pierre Lassonde, du service des sports, se demande pourquoi, alors que le plein air est si popularisé qu'il en devient une industrie, il n'existe pas encore de formation proprement dite pour préparer des spécialistes dans le domaine. C.A.

Le doctorat... [suite de la page 1]

cois, ni Canadiens. «Cette diversité est à notre avantage; mais le fait qu'un poste sur deux soit occupé par des non Québécois indique l'ampleur des besoins et l'opportunité d'ouvrir à l'UQAM un tel programme.»

D'autant plus que le groupe d'enseignants qui y travaille est, à son avis, incomparable: dix-huit sur vingt-trois ont entre 35 et 40 ans; et quatre d'entre eux sont des femmes. «La plus forte proportion de femmes dans un département de science politique

en Amérique du Nord», précise M. Bernard.

Dans ces conditions, qu'est-ce qui pourrait expliquer un troisième refus du Conseil des universités? «Il se peut que le principal problème que nous ayons à surmonter n'ait rien à voir avec les besoins identifiés, l'équipe en place et la qualité du programme soumis. Certains milieux universitaires québécois sont opposés à l'extension du 3e cycle à l'UQAM, et pour eux, tous les arguments sont bons.» C.G.

Au service de l'audio-visuel

Fonds d'aide à la production vidéo

Le service de l'audio-visuel vient de créer un fonds de \$4 000 pour favoriser l'utilisation du vidéo comme outil pédagogique. «Dans le vaste éventail des moyens audio-visuels, explique M. Jean Dumas, le directeur du

service, il semble que le vidéo n'ait pas reçu à l'UQAM l'appréciation qu'il mérite comme outil pédagogique. L'ampleur des ressources à investir dans ce genre de production expliquerait sans doute, pour une bonne part,

l'hésitation des professeurs à l'incorporer à leur processus d'enseignement. La création de ce fonds vise à corriger en partie cette situation.»

Le fonds sera utilisé pour l'embauche d'un spécialiste pour la transformation du matériel didactique en langage vidéo.

Quels sont les projets admissibles? Toute utilisation du vidéo pour fins d'enseignement à l'UQAM requérant des activités de production originale. La date limite pour la remise des projets: le 31 décembre 1977.

Conditions d'admissibilité des projets:

1. le projet devra avoir reçu l'accord du directeur du département;

2. le département acceptera d'engager une somme égale à celle offerte par le jury de sélection;

3. ces deux sommes serviront exclusivement à défrayer les coûts directs engendrés par la production;

4. le personnel embauché grâce à ces sommes sera placé sous l'autorité du service de l'audio-visuel;

5. le professeur s'engagera à respecter les clauses et les échéances du devis de production, qui servira de base administrative pour l'adjudication du fonds.

Le jury de sélection des projets admissibles sera composé du directeur du service de l'audio-visuel, du directeur de la production et l'agent de développement.

Pour tout renseignement concernant le Fonds d'aide à la production vidéo, on communique avec M. Yves Racicot au service de l'audio-visuel. Téléphone: 7090.

C.A.

En administration

Le département des sciences administratives a procédé, le 20 juillet dernier, à la création d'un comité des programmes et de la pédagogie, mandaté pour reviser

le contenu du programme et des cours du baccalauréat et des certificats en administration.

Ce comité a déjà tenu trois séances de travail.

La prochaine réunion prévue pour le 30 novembre (à 12h30, salle de conférence, 2125 pavillon Carré Philipps) est consacrée à une rencontre avec les étudiants inscrits à des cours dispensés par le département, en vue de recueillir leurs commentaires relativement aux matières de la juridiction du comité. Les étudiants désireux de participer à cette rencontre peuvent s'y présenter sans autre forme d'invitation.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

Volume IV, numéro 12
le 28 novembre 1977
Université du Québec à Montréal

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1199 rue de Bleury, Montréal H3C 3P8
téléphone: 282-7040

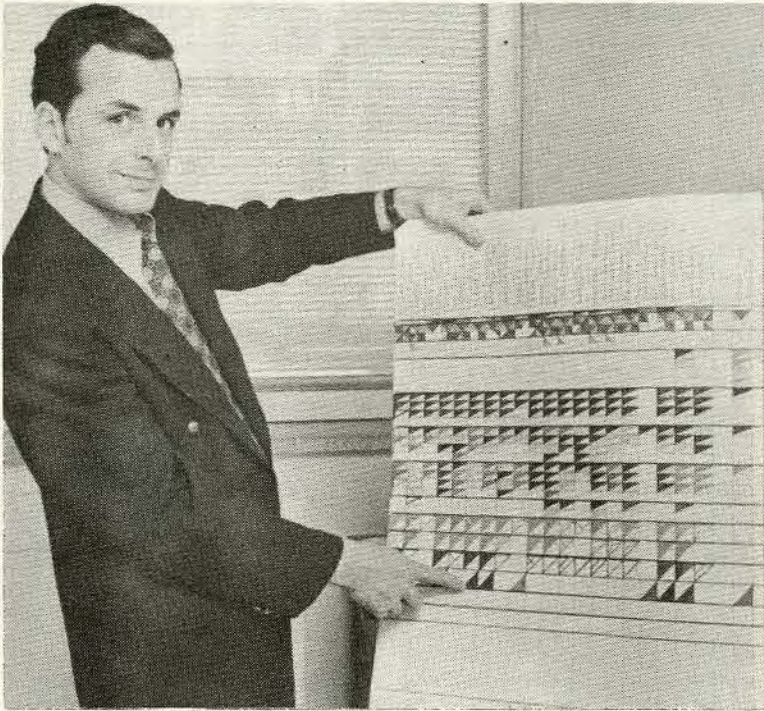
rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Denise Neveu, Hélène Sabourin
photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal: deuxième semestre 1977
Bibliothèque nationale du Québec



Au service du personnel

Suivant la croissance de l'Université et pour répondre aux besoins de la collectivité, le service du personnel occupe des locaux plus vastes au 6e du Louis-Jolliet. Récupérant l'espace des relations publiques, le service, en décloisonnant, augmente sa surface de locaux de 50%, soit un tiers du sixième étage.

Le personnel, qui a doublé depuis la fondation de l'UQAM, compte 17 employés. Le directeur, M. Guy Goulet coupe le ruban traditionnel au cours d'une très brève cérémonie-surprise réunissant tout le monde à l'occasion de l'inauguration officielle.



M. André Hade montre, preuve à l'appui, la diversité des champs disciplinaires de son programme en environnement.

L'environnement: un programme plus global

On parle beaucoup de «programme multidisciplinaire». Plusieurs, à cet égard, sont sceptiques. C'est pourtant la voie «résolument» choisie, et avec une absolue confiance, par le programme de maîtrise en sciences de l'environnement.

L'enseignement, la recherche, l'encadrement et la gestion de ce programme de deuxième cycle, sont assurés par des membres des départements de chimie, de géographie, de physique, des sciences biologiques, des sciences de la terre et par ceux du Centre de recherche en sciences de l'environnement (CERSE), sous la responsabilité d'un professeur, membre du département de chimie, M. André Hade.

Et, dès l'ouverture du programme en septembre 1973, les treize étudiants venaient de disciplines diverses: biologie, agronomie,

physique, médecine vétérinaire, science de la terre, chimie.

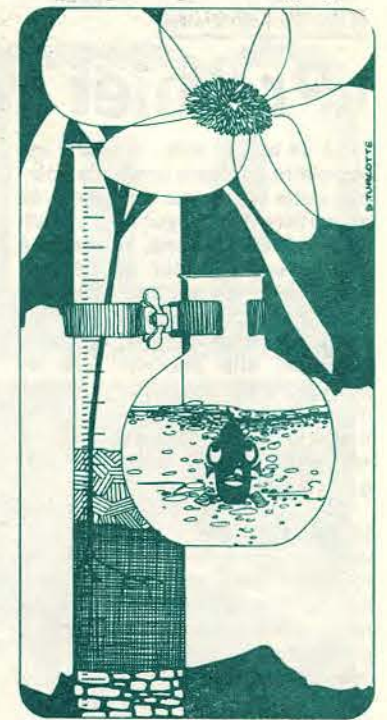
Cet automne, le programme a changé d'appellation. «Nous trouvions que le terme écologie avait une connotation restrictive, explique M. Hade. Celui «d'environnement» est plus englobant; il exclut les sciences humaines sur lesquelles, d'ailleurs, la deuxième phase de notre programme mettra l'accent.»

En plus de changer de nom, le programme de maîtrise en sciences de l'environnement a porté le nombre total de ses crédits à 60 (auparavant: 45). «Et nous avons introduit deux nouveaux cours: gestion de l'environnement et analyse des données écologiques. Sans compter une modification au cours de météorologie.»

Le programme, selon M. Hade, est très exigeant, «mais empreint d'une grande souplesse». La structure permet de multiples cheminements tout en assurant une homogénéité de formation globale. Des cours obligatoires s'adressent à tous les étudiants quelle que soit leur discipline de base. Ils sont axés sur l'écologie et l'environnement de façon à permettre aux futurs praticiens d'identifier et de cerner les théories fondamentales et les grands problèmes dans ces domaines. D'autres cours, complémentaires et disciplinaires, de même que des stages «dans le milieu» et un projet de recherche, sont laissés au choix de l'étudiant (sous la direction d'un tuteur).

Le programme de maîtrise en sciences de l'environnement est «de type professionnel». Il s'adresse avant tout à ceux qui désirent s'intégrer au marché du travail plutôt qu'à ceux qui veulent se consacrer à la recherche.

Quinze étudiants ont déjà complété leur maîtrise et oeuvrent dans différentes sphères de l'économie. Tant dans des organismes privés que dans ceux de l'Etat. «Nous sommes confiants que les étudiants sortent bien «armés» et «conscients», prêts à contribuer au mieux être de la société... Mais il n'est pas facile d'en voir maintenant les effets». M. Hade ajoute: «La science même de l'environnement est récente. Et,



tout ce que nous faisons dans ce domaine, actuellement, est plus ou moins novateur».

A ce sujet, il mentionne l'apport immensurable de M. Pierre Dansereau. «Un maître d'oeuvre. L'instigateur de notre programme. Il agit toujours à titre de tuteur pour nos étudiants.» Ces derniers viennent d'ailleurs de baptiser leur tout nouvel atelier de rencontre: salle Pierre-Dansereau. H.S.

Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur

Depuis quelques mois, le nouveau Groupe de recherche sur l'enseignement supérieur (GRES) organise une série de séminaires sur divers thèmes reliés à cette question. Y participent, à titre individuel, les professeurs et les chercheurs de l'UQAM que préoccupe ce problème. Soit, au total, une vingtaine de personnes. MM. Jacques Bourgault, directeur du module de science politique et Herard Jadotte, agent de recherche au Bureau d'étude, sont les instigateurs du projet.

Leur but: offrir aux intéressés un outil de réflexion supplémentaire, par la tenue de rencontres périodiques; cela permet la mise en commun des données disponibles, des résultats de travaux, des réflexions portant sur ce sujet. Plus précisément, les séminaires visent à répondre à trois séries de questions: dans quel sens vont évoluer les rapports entre les universités et les gouvernements? Comment se présentent les relations de pouvoir à l'intérieur des institutions? Entre les institutions?

Il existe peu de recherches dans ce domaine au Québec, d'après MM. Jadotte et Bourgault. Ils tenteront néanmoins d'établir des échanges avec des groupes d'autres universités qui touchent à des champs disciplinaires connexes. Des contacts ont déjà été pris en ce sens avec une équipe du département de sociologie de l'Université de Montréal, et l'Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences.

Les membres du GRES expérimentent pour l'instant leur propre formule. D'ici trois ou quatre mois, ils seront en mesure de déterminer si ce genre d'activités leur suffit, ou s'ils auraient intérêt à constituer des ateliers de recherche sur des projets précis, subventionnés. C.G.



Trois des quatre membres de l'équipe de recherche: Mme Nadine Bednarz, M. André Boileau et Mme Hélène Kayler. M. Claude Dubé n'apparaît pas sur la photo bien qu'il soit de cette équipe.

L'apprentissage des maths à l'élémentaire

Ayant consisté, depuis 1975, en une série d'observations et d'expérimentations en classe, la recherche sur la compréhension d'une notion mathématique chez les enfants de l'élémentaire, prend cette année une allure plus théorique.

C'est ce que nous affirment Mmes Hélène Kayler et Nadine Bednarz et M. André Boileau, tous trois professeurs au département de mathématiques et membres de l'équipe de recherche: «Cette année, nous avons besoin de prendre du recul. Nous n'allons pas dans les écoles travailler auprès des enfants. Nous faisons une pause théorique pour rencontrer des consultants du Québec et d'ailleurs, préciser nos types de compréhension par rapport aux stades définis par Piaget, etc.»

Il leur faut également poursuivre cette année l'analyse des instruments de mesure construits l'année dernière et expérimentés à trois reprises sur certains groupes d'enfants. Il s'agissait de vérifier la compréhension de la notion de numération, du système d'écriture des nombres. Par des questions verbales mais surtout par des manipulations concrètes, en entrevues individuelles ou en

activités de groupe.

A peine amorcée, l'analyse des tests apporte suffisamment d'indices pour stimuler à la recherche. Des indices qui posent davantage de questions qu'ils n'apportent de réponses. «Par exemple, nous dit M. Boileau, on se demande comment vérifier les étapes préalables à la compréhension d'une notion. Ce que nos instruments actuels n'arrivent pas à faire. Cela amène l'autre question: comment isoler la compréhension d'une seule notion sans tenir compte de toutes les autres qui s'y rattachent?»

Après avoir repris son souffle cette année, le groupe de recherche entend retourner dans les écoles pour valider leurs instruments de mesure. Mais la présence en milieu scolaire de chercheurs universitaires ne semble pas vraiment aller de soi. «Le milieu scolaire nous reproche d'être loin de lui, s'étonne Mme Kayler et pourtant, il nous ouvre difficilement ses portes lorsque nous y frappons. Les professeurs ont l'impression que nous sommes là pour les évaluer. Nous sentons que nous les dérangeons.» Ces ambiguïtés semblent affecter quelque peu les interventions des chercheurs. «On ne peut pas, par exemple, arriver à faire des interventions spontanées. Il faut tout prévoir à l'avance. Cela nous limite.»

A longs termes - mais on se demande si cela ne relève pas de l'utopie - on espère pourtant que cette recherche soit vraiment utile aux professeurs. Qu'elle

puisse même fournir à qui de droit des moyens d'évaluation des programmes de mathématiques à l'élémentaire. Cela pourrait peut-être juguler cette vague de changements de programme qui semble commandée par le plus pur arbitraire.

D.N.

La maîtrise en sexo a franchi le cap de la C.E.

Pour la deuxième fois, la commission des études vient d'entériner le projet de maîtrise en sexologie, la première version ayant reçu un avis défavorable du Conseil des universités. Ses objectifs initiaux demeurent inchangés, explique le directeur du département de sexologie, M. Claude Crépault, bien que des modifications aient été apportées au contenu et surtout aux conditions d'admission du programme.

Sa structure, dans sa conception originale, prévoyait trois profils: counseling (clinique), éducation, recherche. Ces deux derniers ont été regroupés en un seul, et pour bien les distinguer du premier, les étudiants optant pour l'une ou l'autre spécialisation auront très peu de cours communs (trois au total). M. Crépault: «On évitera ainsi qu'une personne inscrite en éducation puisse un jour se prévaloir du titre et de la fonction de sexothérapeute.»

Quant aux conditions d'admis-

sion, elles varient d'un profil à l'autre. Les détenteurs d'un bacc. spécialisé en sociologie seront admissibles au profil éducation. Cependant, pour s'inscrire en counseling, il faudra déjà détenir un diplôme de 2e cycle en psychologie, travail social, criminologie, médecine; ou encore, être bachelier en sexo, mais avoir une expérience de travail dans la «relation d'être», et suivre une année préparatoire orientée sur les aspects cliniques de la sexologie; pour réaliser ce deuxième cycle, il leur faudra donc trois années plutôt que deux.

Le projet de programme est à l'ordre du jour au Conseil des études (U.Q.) pour le mois de décembre et, normalement, le comité conjoint des programmes (Conseil des universités) se prononcera en février prochain. S'il est accepté, l'UQAM pourrait accueillir dès septembre 78 les premiers étudiants de la maîtrise en sexologie. C.G.

Bref

M. Michel Pichette, du service de l'éducation permanente, présentait récemment une communication à la conférence sur les droits des personnes âgées qui se tenait à l'Université de l'Île du Prince-Édouard.

Mireille Lafortune

«Premier retour de Chine»

«A ce que je vois, la Chine est populaire.» Devant une salle comble, cette boutade a servi d'entrée en matière à un psycho-sandwich de Mireille Lafortune, consacré à son «premier retour de Chine». Ayant à peine eu le temps de défaire ses bagages, après trois semaines d'un périple en terre chinoise, elle prévient: «Je ne peux vous communiquer que des impressions, sujettes à révision. Il faudra un bon moment avant de «digérer» tout ce qu'on a vu et entendu en aussi peu de temps.»

C'est donc un récit de voyage tout chaud qu'elle nous a servi, version abrégée et à bâtons rompus, mais combien intéressante. Vers le mois de février, le recul aidant, d'autres rencontres porteront sur ce thème, agrémentées d'un diaporama, et peut-être d'un film. Les dix cassettes d'information qu'elle a recueillies seront résumées, structurées, en collaboration avec ses compagnons de voyage des Associations de planning familial de Québec et de Montréal. Ceux-ci ont également rapporté beaucoup de matériel.

Ce groupe de dix-huit personnes s'intéressait tout particulièrement à la santé physique et mentale des femmes et des enfants, et c'est à ce titre que Mme Lafortune a été invitée à se joindre à elles: elle assure la direction de sept thèses qui portent sur la condition des femmes, a elle-même consacré sa thèse en doctorat au problème de la contraception, et beaucoup de son temps à l'Association canadienne pour l'abrogation de la Loi sur l'avortement. L'ambitieux programme, préparé de longue haleine par des rencontres, des lectures, des films et des discussions, proposé à l'Agence internationale de voyage en Chine, a été entièrement réalisé, voir même enrichi sur place.

L'itinéraire les a conduit successivement à Pékin, Tsingtaï, Nankin, Wsi et Shanghai. Trois interprètes les ont accompagnés durant tout le trajet, et deux autres les attendaient dans chaque ville. Outre les visites à caractère culturel, voici un échantillon des thèmes et des réalités

observés en cours de route: le quartier, la commune, les usines de coton, les garderies, l'hôpital général et les opérations sous acupuncture, l'école secondaire, les écoles de cadres du 7 mai, les fédérations de femmes, l'hôpital psychiatrique, etc.

Quelques impressions ressenties par Mireille Lafortune, en cours de voyage: la relation égalitaire n'est pas une farce; la production est une priorité, à tous les niveaux, et le romantisme n'a pas sa place. Au sein de la population, une grande efficacité, la capacité d'aller tout de suite à l'essentiel, beaucoup de courtoisie; une sobriété dans le vêtement, le logement; et le souci constant d'associer le travail manuel au travail intellectuel. «Le Chinois est essentiellement social et politique, avant d'être une individualité.» Une certaine forme de contrôle également (remarque toute personnelle, précise-t-elle).

Au chapitre des anecdotes, un tableau pittoresque. On chante beaucoup, en Chine: dans les garderies, dans les écoles, à l'usine, sur des thèmes révolutionnaires habituellement. A l'Hôpital psychiatrique de Shanghai, après avoir fait montre de leurs talents, les hôtes chinois ont invité notre groupe à en faire autant. Celui-ci s'est donc retrouvé sur une estrade, au cœur de la Chine, en train d'improviser une version inédite de «Ah, si mon moine voulait danser.» Ainsi se nouent les relations internationales.

Ce fut un excellent psycho-sandwich, longuement applaudi; un dîneur a même avalé son lunch à l'aide de baguettes, histoire sans doute de se mettre dans l'atmosphère. Il n'avait pas les yeux bridés...

Claire Gauthier.

Consultation juridique: les nouveaux projets

L'assemblée générale des trente-quatre étudiants membres du service de consultation juridique tente une expérience nouvelle: elle vient de confier à un comité de trois personnes, en tout temps révocables, la tâche de coordonner la réalisation d'une douzaine de nouveaux projets. Il s'agit de Michel Ouellette, Michel Tourangeau et Jean-François Villierand, étudiants en sciences juridiques.

Outre ce mandat d'une durée indéterminée, le comité aura pour fonction de veiller à ce que la politique générale du service soit respectée, ainsi que ses règlements. Sans parler des affaires courantes qu'ils auront à superviser: questions budgétaires, aménagement des locaux, information-publicité... Cette réorganisation administrative fait suite à l'importante réorientation que vient d'amorcer le service, visant à mettre ses compétences et ses membres à la disposition de la population en général, du quartier en particulier. Le «cas-à-cas» devient une tâche parmi les autres.

On compte pour l'instant douze projets «d'ouverture au milieu». Chacun sera piloté par un étu-

diant responsable, assisté dans son travail par un nombre variable de collègues. Dans la plupart des cas, l'assistance juridique se fera par la transmission d'informations pertinentes, par la vulgarisation de textes de loi, par des cours axés sur les besoins manifestés par les gens. Voici un échantillon de ces projets: aide aux détenus, aux personnes âgées, service aux familles, santé et sécurité au travail, maladies industrielles, coopérative d'habitation, Loi C-24...

Le Service aux familles, par exemple, se fait en collaboration avec une association du quartier Sainte-Marie qui porte ce nom. Les étudiants y offriront des cours sur tous les problèmes légaux qui préoccupent la population: loi sur le divorce, la faillite, la saisie, la Régie des loyers, le régime des rentes, l'aide sociale, etc. De même, dans certaines institutions, des cours d'information juridique pourront être offerts aux détenus ou ex-détenus, ainsi qu'à leurs familles.

D'autres projets se grefferont à cette liste en cours d'année.

C.G.



La journée des archives

Participant à la Journée québécoise des archives, dans le grand hall de l'édifice du ministère des Affaires culturelles, 100 est, rue Notre-Dame à Montréal, l'UQAM

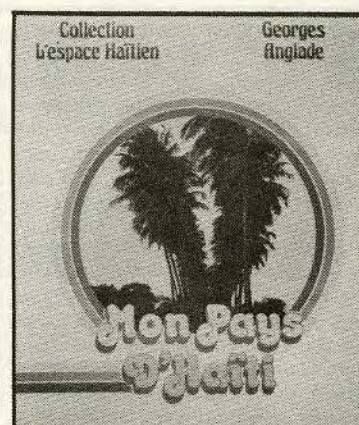
avait son stand à l'exposition sur le patrimoine photographique. On aperçoit ici M. Gilles Janson, des archives centrales de l'Université.

les gens d'ici...

Lors de leur dernier congrès, l'Association des Economistes québécois se penchaient sur les incidences économiques de l'indépendance au Québec. Luc-Normand Teulier, directeur du rassemblement en études urbaines et vice-président de l'Association, a récemment publié ces textes aux Editions Quinze, collection Economie et Développement, sous le titre: «Economie et indépendance». Plus d'une dizaine de communications y ont été colligées portant tout à tour sur le bilan du fédéralisme canadien, les politiques de stabilisation, la dimension commerciale de l'indépendance, les aspects fiscaux et monétaires, l'impact de l'indépendance sur l'économie canadienne et les implications d'un tel choix pour le secteur de l'énergie. Parmi les auteurs: Louise Dulu-



comptables. En tant que «techniciens des choix collectifs», il est normal qu'ils tentent de «poser des balises pour des débats aussi importants que celui-là.»



Georges Anglade, du département de géographie, poursuit la tâche amorcée il y a quelques

années. Troisième volume d'une série de quatre, «Mon pays d'Haiti» est un manuel pour les classes élémentaires, proposant une mise à jour de l'enseignement de la géographie. Dans une première partie, M. Anglade invite les étudiants à faire l'analyse régionale des unités spatiales de leur pays à travers leurs caractéristiques économiques et sociales. En second lieu, l'auteur initie les étudiants à l'analyse des modalités de la production, de la circulation et de la distribution des vivres de consommation locale. Ce manuel didactique comprend plus d'une soixantaine de tableaux, cartes ou figures. Imprimé en Haïti, l'édition mont-réalaise est assurée par les PUQ.

Courrier: servons-nous en

Livraison spéciale? Colis à recommander? Timbres à acheter? Peu de gens savent que le «courrier» à l'Université rend ces petits services à tous et chacun. «On a tendance à croire que nous ne sommes qu'à la disposition des départements, modules, services et administration. Pour l'envoi externe ou interne du courrier uniquement. Mais, non! Chaque employé, étudiant, professeur, cadre, peut utiliser notre service».

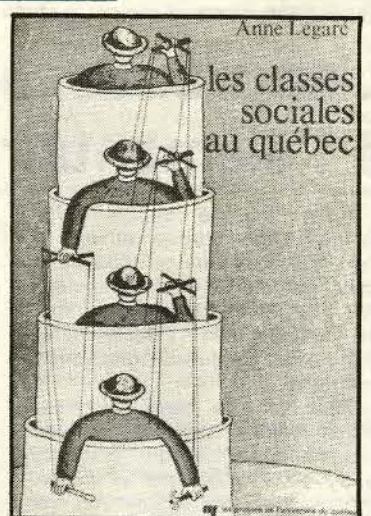
Le service du courrier n'est cependant pas un bureau de poste: «On ne fait pas de mandat de poste et on n'a pas de comptoir de philatélie», précise un employé.

Les heures d'ouverture du service sont de 9 à 5. Sauf que l'on ferme boutique sur l'heure du lunch entre midi et 1 heure.

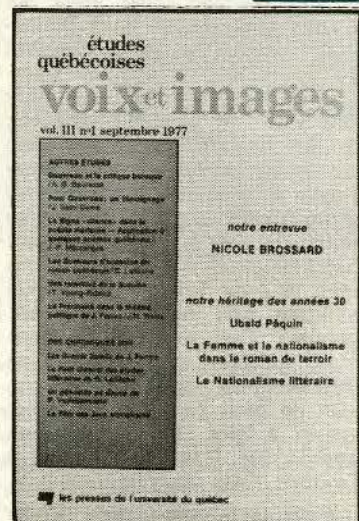
Drôle de comité

Aura-t-il longue vie de «comité de fun» présidé par Jacinthe Lalonde, du secrétariat de la famille de formation des maîtres, et dûment constitué d'un exécutif paritaire (professeur, employé, étudiant)? Né au lendemain de l'Halloween, il se propose ni plus ni moins que de faire tomber les masques entre professeurs, étudiants et employés et de mettre un peu de couleur et de vie dans les couloirs du Lafontaine. «Toutes les suggestions sont les bienvenues, souligne Jacinthe Lalonde. Place à l'Imagination».

«N'ayant pour objet direct ni l'étude des manifestations de l'impérialisme comme tel, ni la question nationale, le présent ouvrage s'impose pourtant un questionnaire voisin. Il s'agit de la structure des rapports sociaux tels qu'ils témoignent de ces deux problèmes, face d'une seule et même question: le capitalisme tel qu'il s'implante aujourd'hui au Québec et se révèle dans la facture des classes en lutte». C'est ainsi qu'Anne Legaré, du département de science politique, présente son volume «Les classes sociales au Québec» publié aux Presses de l'Université du Québec. Elle y fait la synthèse des éléments théoriques sur les classes sociales actuelles, en définit les aspects idéologico-politiques et économiques et montre les divisions structurelles entre la bourgeoisie, la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière au Québec. Dans un dernier



chapitre, elle relève enfin d'autres formes de divisions qui agissent sur les classes: division sexuelles du travail, question nationale, certains rapports juridiques, etc.



Publié aux PUQ, sous l'égide du département d'études littéraires

res, le premier numéro du volume III de «Voix et Images» vient de paraître. Plusieurs collaborateurs figurant au sommaire sont de l'UQAM: Brigitte Sicard — «L'enjeu d'un concept: le nationalisme littéraire des années 30»; Michel Van Schendel et Jean Fiset — «Un livre à venir - Rencontre avec Nicole Brossard». Parmi les signataires des chroniques, on retrouve: Bernard André — «Comment brillent encore les Grands Soleils»; André Belleau — «Un génocide en douce, de Pierre Vadeboncoeur: un discours crépusculaire»; Gilles Thérien — «Le film des Jeux olympiques»; Raymond Montpetit — «Montréal au 19e siècle: conservation et classes sociales». Outre M. Fiset, deux autres professeurs du département sont membres du comité de rédaction: Noël Audet et Jacques Allard.